

Réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur le
projet de décision portant sur le marché de gros des
services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre
Réponse commune de France Télévisions, GR1 et ROM1

17 décembre 2021

La réponse à cette consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP portant sur le marché de gros relatif aux services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre la diffusion est commune à France Télévisions, GR1 et ROM1, les deux filiales de France Télévisions opérateurs de multiplex, GR1 dans l'Hexagone et ROM1 en Outre-mer.

France Télévisions, GR1 et ROM1 sont globalement en accord avec l'analyse de marché conduite par l'ARCEP concernant ce nouveau cycle de régulation.

Nous partageons l'analyse selon laquelle la TNT reste encore un moyen d'accès aux programmes TV indispensable et non substituable par d'autres plateformes pour une partie significative de nos concitoyens.

Les barrières à l'entrée pour un nouvel entrant sur le marché amont sont importantes, TDF reste largement dominant sur ce marché et la concurrence n'est pas aujourd'hui suffisamment développée pour justifier une absence de régulation ex ante.

Le projet de décision de l'ARCEP consistant à accepter les engagements proposés par TDF nous semble donc aller dans le sens d'un meilleur fonctionnement de ce marché.

Toutefois ce projet de décision appelle deux remarques générales de notre part et des commentaires sur les engagements proposés par TDF :

- Tout d'abord nous aurions préféré que la régulation de TDF se fasse par l'intermédiaire d'obligations imposées par l'ARCEP à TDF comme dans les précédents cycles plutôt que par l'acceptation d'engagements de la part de TDF. En effet des obligations imposées par l'ARCEP à TDF nous auraient semblés plus robustes sur la durée vis-à-vis de cas problématiques, à la lisière des engagements ?
- En second lieu nous estimons que les engagements pris par TDF conduisent à moins d'obligations que les mesures prises par l'ARCEP dans le cycle précédent. Or l'ARCEP reconnaît elle-même dans son analyse de marché que l'état de la concurrence a peu évolué depuis le cycle précédent. Nous pensons donc que des engagements ou des obligations renforcées constitueraient des remèdes mieux adaptés pour améliorer la situation concurrentielle de ce marché au bénéfice des téléspectateurs et en particulier ceux du service public de la télévision. Nous pensons en particulier aux obligations/engagements portant sur la tarification des sites non répliquables et sur les engagements/obligations portant sur zones ultramarines.

Dans le détail, les points que nous souhaiterions voir renforcés sont détaillées ci-dessous :

- L'engagement relatif aux obligations tarifaires (orientation des tarifs vers les coûts pour les sites non-réplicables, non-éviction ou non-excessivité pour les sites réplicables) ne nous semble pas très clair ;
- Nous souhaiterions que les durées d'engagement des contrats d'hébergement de TDF avec ses concurrents puissent être « miroir » de celles souscrites entre un opérateur de multiplex et son diffuseur ;
- Les engagements de séparation comptable ainsi que le taux de rémunération du capital des sites non réplicables ne sont pas suffisamment précis et largement laissés à l'appréciation de TDF alors que ce poste de cout est très important dans les factures de diffusion des opérateurs de multiplex. C'est donc un risque financier important qui est insuffisamment maitrisé pour les opérateurs de multiplex.
- Nous souhaitons qu'en cas de création d'infrastructure alternative, les opérateurs concurrents aient plus de facilités à résilier sans pénalité leur contrat d'hébergement avec TDF, par exemple avec des quotas plus élevés que les quotas actuels. En effet, c'est au cours des premières années que se détermine la rentabilité du site alternatif compte tenu du montant élevé des investissements à consentir. Il est donc très important que les recettes commerciales ne soient pas ralenties par des migrations de contrats compliquées.
- A l'outre mer les engagements pris par TDF nous semblent insuffisants. [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]